

L'école doit mieux accueillir les enfants handicapés

INCLUSION Bien que leur accueil progresse, des milliers d'élèves, porteurs de handicaps intellectuels, seront encore privés de rentrée scolaire, estime l'Unapei.

Plus qu'une semaine avant le retour des cartables, des copains à la récré et du réveil de 7 h. Entre stress et excitation, des millions d'élèves – et leurs parents – se préparent déjà à la rentrée scolaire. Mais pour certains, l'angoisse domine: des milliers d'enfants handicapés pourraient se retrouver le 2 septembre sans solution de scolarisation adaptée, a déploré hier l'Unapei, l'une des principales associations dans le secteur du handicap intellectuel.

"Il manque des enseignants, des éducateurs spécialisés, des AESH (accompagnants), mais aussi des places en instituts médico-pédagogiques, du matériel et des locaux adaptés, détaille Sonia Ahehennou, vice-présidente de l'Unapei. Les réponses existent, mais elles sont largement insuffisantes." Selon son étude, un enfant handicapé sur quatre n'aurait pas accès à la moindre heure de cours chaque semaine. Dans certains départements, plus de 900 élèves attendent aussi une place dans un institut médico-éducatif (IME) ou par un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (Sessad). "Or on l'a vu durant le confinement, éloigner un enfant de l'école, cela conduit à une perte de chances pour construire son avenir, reprend la vice-présidente de l'Unapei. Tous les enfants ont droit à l'éducation, mais cette égalité n'existe pas sur le terrain."

"Point de blocage"

C'est aussi ce que constate Jean-Marc Bonifay, président de l'association Autisme Paca: "Le point de blocage principal de la rentrée, c'est le manque



Si 478 000 enfants porteurs de handicap sont scolarisés, c'est souvent en pointillés. /PHOTO ARCH. ILLUSTRATION G.R.

d'anticipation de la part des services de l'État, juge-t-il. Alors que pour éviter le stress aux enfants autistes, il faudrait anticiper dès juin leur intégration dans une école, afin qu'ils découvrent en amont les lieux... La réalité, c'est que le jour de la rentrée, les parents ne savent même pas s'ils auront bien un AESH et si leur enfant sera finalement accepté!" Alors qu'un enfant sur 100 naît autiste, "une majorité d'entre eux ne sera pas scolarisée, ou à temps très partiel, pointe Jean-Marc Bonifay. Pour une école réellement inclusive, les moyens ne sont toujours pas là." Un constat que ne partage pas Anne Malluret, conseillère technique au rectorat sur les questions d'inclusion: "Nous avons accueilli dans l'académie Aix-Marseille plus de 24 000 élèves porteurs de

handicaps (pas seulement intellectuels, NDLR) en milieu ordinaire l'an dernier, et au regard des notifications de la Maison départementale des personnes handicapées, cet effectif va augmenter de 9% à la rentrée." Ceux qui ne sont pas scolarisés "sont majoritairement en attente de places dans le médico-social, estime-t-elle. Pour que l'école continue de progresser, il faudrait que l'inclusion fasse partie de la formation ini-

“

Une majorité des enfants autistes n'est pas scolarisée.”

tiale des enseignants." La rentrée scolaire marquera le déploiement de "pôles d'appui à la scolarité", testés dans quatre départements (Aisne, Côte-d'Or, Eure-et-Loir, Var). Ils proposeront des aménagements et du matériel adaptés, sans attendre comme aujourd'hui, une notification de la MDPH. Les enfants en situation de handicap seront désormais obligatoirement pris en charge toute la journée scolaire par l'État; jusqu'ici, les temps cantine ou périscolaire étaient dévolus aux collectivités, avec trop souvent des ruptures d'accompagnement.

Delphine TANGUY
dtanguy@laprovence.com

☎ 0805 805 110 : numéro vert gratuit pour les familles d'enfants en situation de handicap.

UKRAINE

Attaque russe d'ampleur sur des sites énergétiques



Des aérodromes militaires et des infrastructures énergétiques ont été visés par la Russie hier. /PHOTO AFP / SERVICES D'URGENCE UKRAINIENS

Des frappes "massives" ont visé les infrastructures énergétiques ukrainiennes hier faisant au moins quatre morts et obligeant les autorités à imposer des coupures de courant.

Selon Kiev, quinze régions d'Ukraine ont été visées par cette campagne de bombardements russes, la plus importante depuis plusieurs semaines avec, selon le président ukrainien Volodymyr Zelensky, "plus de 100 missiles de types divers et une centaine de (drones) Shahed". Un "appareil volant", probablement un Shahed, est entré sur le territoire de la Pologne, pays membre de l'Otan, avant de disparaître des radars hier matin au moment des frappes russes, a annoncé l'armée polonaise. Quatre personnes ont été tuées.

"Nous pourrions faire beaucoup plus pour protéger des vies si l'aviation de nos voisins européens travaillait ensemble avec nos (chasseurs) F-16 et avec nos

défenses anti-aériennes", a réagi Volodymyr Zelensky avant même l'annonce polonaise. De son côté, le ministère russe de la Défense a indiqué avoir mené une "frappe massive" contre des aérodromes militaires et des sites énergétiques "permettant le fonctionnement du complexe militaro-industriel de l'Ukraine". "Toutes les cibles ont été atteintes", a-t-il assuré. Le distributeur ukrainien d'énergie Ukrenergo a procédé à des coupures d'électricité d'urgence pour stabiliser le réseau, immobilisant brièvement le trafic ferroviaire.

Armes à longue portée

Hier, le Premier ministre ukrainien et le chef de cabinet de la présidence ont tous deux aussi réitéré l'importance de pouvoir utiliser des armes occidentales à longue portée contre la Russie. Les partenaires de Kiev refusent pour le moment. "C'est nécessaire", a martelé Andrii Iermak, le chef du cabinet du président sur Telegram, expliquant que cela "accéléra la fin de la terreur russe".

ALLEMAGNE

Olaf Scholz promet d'accélérer les expulsions

Le chancelier allemand a promis hier "de tout faire" pour accélérer les expulsions de réfugiés illégaux après l'attaque meurtrière de Solingen.

L'auteur présumé de cet attentat au couteau, qui a fait trois morts et huit blessés lors de festivités locales vendredi soir, est un Syrien de 26 ans soupçonné de liens avec l'organisation État islamique (EI). Après une cavale de 24 heures, il s'est rendu aux autorités et a déclaré "être responsable" du crime.

Venu se recueillir sur les lieux, Olaf Scholz s'est engagé à durcir "très rapidement" la législation sur les armes et d'agir pour "expulser ceux qui ne peuvent et ne doivent pas rester en Allemagne". Il a exprimé aussi sa "colère" face à cet acte de "terrorisme contre nous tous", dénonçant les "islamistes qui menacent la coexis-

tence pacifique entre nous tous". L'attentat, qui a bouleversé la ville située à l'ouest du pays, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, intervient à une semaine d'élections régionales à haut risque dans deux États de l'est de l'Allemagne.

Échec des procédures

L'attentat fragilise un peu plus la coalition d'Olaf Scholz, pressée depuis plusieurs semaines d'expulser plus efficacement les déboutés du droit d'asile et de reprendre les expulsions de délinquants vers l'Afghanistan et la Syrie. Or des données récemment publiées par la police fédérale ont montré que l'Allemagne avait procédé à l'expulsion de 21 206 personnes l'an passé, alors qu'elle en avait prévu près de 53 000. L'échec des procédures est lié souvent à une absence de documents officiels des personnes visées ou un manque de place dans les centres de rétention.

LES TÉMOIGNAGES DE PARENTS EN GALÈRE ET EN COLÈRE

"S'il n'a pas d'AVS, je suis prête à tout"

Trois enfants, trois handicaps et trois rentrées suspendues à Carnoux, Cavaillon et Avignon. Des situations qui ne sont malheureusement pas des exceptions.

Plus qu'une semaine avant la rentrée des classes. Alexandra espère chaque jour recevoir enfin des nouvelles rassurantes. Son fils Tony va faire sa rentrée en moyenne section de maternelle à Montfavet en Avignon. Aura-t-il une auxiliaire de vie scolaire (AVS) pour l'accompagner? Sur le papier, oui. Dans les faits, Alexandra attend toujours des nouvelles. Le petit garçon de 3 ans et demi a été diagnostiqué "autiste sévère non verbal" au cours de sa première année de maternelle. Il devrait avoir une AVS pour quatre matinées sur les cinq que compte la semaine d'école dans cette ville. "Quand j'ai reçu mi-juin la réponse, explique-t-elle, j'étais soulagée mais depuis, je n'ai pas eu de retour."

"C'est mon fils, je l'assume"

Pour en arriver là, cette mère de trois enfants a eu l'impression de déplacer des montagnes. "Moi, je suis femme de ménage, je n'ai pas de bac pro autisme, s'agace-t-elle. Je suis perdue. Si finalement, il n'a pas d'AVS, je suis prête à tout, même prendre un

avocat, écrire au président de la République. Sans AVS, il n'est pas égal aux autres enfants. C'est mon fils, je l'assume mais sans AVS, la devise de la France, liberté, égalité, fraternité, n'est plus respectée."

Pour Aurélie*, à Carnoux, le couperet est tombé. Elle ne disposera d'aucune aide. Léa*, 10 ans, est dyslexique, dyscalculique, dysorthographique et souffre d'un trouble visuo-spatial. "Concrètement, explique sa mère, elle se perd dans l'espace, pour écrire sur une feuille blanche comme pour se retrouver dans les couloirs."

Dans une semaine, la jeune fille fera sa rentrée en 6^e, un peu stressée face à ce changement d'établissement et à l'idée de se perdre. Malgré six bilans réalisés par des professionnels, des attestations de la maîtresse, deux certificats médicaux envoyés à la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), Léa n'aura donc pas l'aide dont elle a besoin pour suivre les cours. L'année dernière, la maîtresse de CM2 a veillé au grain pour qu'elle suive le programme tout en prévenant ses parents: "Sans une AVS, elle ne s'en sortira pas en 6^e", a-t-elle dit à Aurélie. Le jour de la rentrée, sa mère espère bien pouvoir faire entendre sa voix

auprès du professeur principal et du chef d'établissement. "Je me mets une pression de dingue. La MDPH m'a déjà dit d'arrêter de les appeler, 'vous n'êtes pas la seule', lui ont-ils dit. Il faut que je revienne vers eux... deux semaines après la rentrée."

"On saura le jour J"

En attendant, elle s'informe sur les forums de parents dont les enfants rencontrent les mêmes difficultés: "J'ai mis en place un code couleur pour chaque matière et des tiroirs dédiés. Je vais tout répercuter sur le cahier de texte au fur et à mesure." Un travail à temps plein. C'est aussi un combat que mène Sara, pour son fils de 11 ans et sa



Alexandra déplore de ne pas avoir de AVS pour son fils Tony à la rentrée. /PHOTO A.D.

Sandra LORENZO

En bref

Avortement: la Pologne viole les droits des femmes selon un comité de l'ONU

Les lois restrictives sur l'avortement en Pologne violent les droits des femmes, a estimé hier le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à l'issue d'une enquête lancée en 2021 sur le droit à l'avortement en Pologne. Dans ce pays, il n'est autorisé que si la grossesse résulte d'une agression sexuelle ou d'un inceste, ou si elle constitue une menace directe pour la vie ou la santé de la mère. L'enquête a montré que beaucoup de femmes sont "obligées de mener à terme des grossesses non désirées, de recourir à des procédures clandestines dangereuses ou de se rendre à l'étranger".